



Du train, à Fontan, on aperçoit les maisons sinistrées par les crues du 2 octobre. Patricia Moribe

Alpes-Maritimes, envoyée spéciale.

Éliane a déposé des fleurs au cimetière de son village, une semaine avant la Toussaint, par peur de ne pas pouvoir le faire après. Les accès aux vallées du haut pays niçois demeurent fragiles depuis les crues dévastatrices du 2 octobre. À peine trois semaines plus tard, de fortes précipitations détruisaient des points de passage provisoires. Si bien que rejoindre Venanson, où elle habite, à 1 200 mètres au-dessus de la rivière Vésubie, reste aléatoire. La neige est apparue sur les sommets, faisant craindre un isolement plus dur. Mais pour Éliane Guigo, retraitée de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes et présidente du comité de défense des hôpitaux de proximité, il n'est pas question d'abandonner. L'attachement à la vallée est fort. « Notre vie est là. On veut rester au pays, mais tout est à refaire », soupire-t-elle. Par quoi commencer ? Tout se bouscule quand il s'agit d'énumérer les urgences. Les routes, le logement, les services publics, l'emploi.

« La crainte d'un coup d'arrêt à ce qui restait de services publics »

Le bilan de l'épisode méditerranéen dans les Alpes-Maritimes est considérable. Sept morts, 11 disparus, plus d'un millier de sinistrés et 55 communes classées en zone de catastrophe naturelle. Au 30 octobre, le département avait reçu les dossiers de près de 2 000 sinistrés sur 12 000 habitants dans les deux vallées brisées de la Roya et de la Vésubie. Une saignée.

« La priorité est de faire revenir ceux qui sont partis et de retenir ceux qui sont restés », dit Éliane Guigo. Cela suppose avant tout de les reloger. La métropole et le département ont dégagé des solutions

provisoires pour 200 familles. Insuffisant, juge le PCF des Alpes-Maritimes, qui a demandé un plan d'urgence pour le relogement, ainsi que pour les services publics de proximité et les emplois.

Avoir un toit, pouvoir se déplacer, travailler, se soigner. Le chantier est titanesque. Et tout est lié. Sans quoi, la vie dans les vallées meurtries ne reviendra pas. « Nous craignons que la catastrophe du 2 octobre ne porte le coup d'arrêt final à ce qui restait de services publics, dont celui de la santé », confie Valérie Tomasini, habitante de Saint-Dalmas-de-Tende, dans la Roya, et conseillère départementale PCF. Ici, tout le monde sait que les deux poumons des vallées sont l'hôpital et le train. Ce sont eux qui les maintiennent en vie.

« L'hôpital est le premier employeur de nos pays. Si on y touche, tout s'écroule », explique Éliane Guigo. Sept hôpitaux, les maisons de santé et les Ehpad font travailler 800 personnes en Vésubie, Roya et

Tinée, sans compter tous les emplois induits. Ces établissements disposent au total de 1 050 lits et places, dont 90 lits de médecine et de soins de suite. « Il faut les conserver. Des patients ont été transférés sur le littoral. La tentation est grande désormais pour l'Agence régionale de santé (ARS) de regrouper les lits de médecine à Nice. Ce sera alors le coup de grâce et le désert dans nos vallées », redoute Éliane Guigo. Le comité de défense des hôpitaux de proximité, ainsi que la CGT santé vont dans le même sens, exigeant la reconstruction des établissements endommagés doublée de l'embauche de personnel.

La vie des vallées est en jeu. Un milliard d'euros sont d'ores et déjà annoncés pour leur reconstruction, dont 750 millions pour les seules infrastructures routières. Les incertitudes, en revanche, demeurent sur le sort du ferroviaire.

Le train des Merveilles, qui mène à la vallée du même nom, aux portes du

La voie qui relie Nice à l'Italie via le haut pays n'a jamais aussi bien porté son surnom de « ligne de vie ».

Mercantour, est le seul transport à avoir résisté non seulement à la furie des eaux, mais également aux incessantes menaces de fermeture de la ligne, au motif qu'elle n'est pas rentable. La voie qui relie Nice à l'Italie via le haut pays n'a jamais aussi bien porté son surnom de « ligne de vie ». Elle est le seul lien, désormais, pour ces territoires et leurs habitants, car il faudra du temps pour que le réseau routier soit rétabli. La SNCF en avait annoncé l'abandon pour 2022. La donne a changé. Les habitants, via le comité de défense de la ligne, mettent la pression pour que des travaux de rénovation soient enfin engagés.

Circuits courts, tiers-lieux... une dynamique collective émerge

« Le train, c'est le noyau dur de notre projet citoyen », explique Anaïs, du collectif Roya citoyenne. La jeune femme de 27 ans habite Tende depuis un an à peine. Elle s'était déjà engagée pour le maintien de la ligne. Depuis le passage de la tempête, dont elle est une rescapée, Anaïs se bat pour rester. « Pour résister », précise-t-elle. Elle participe à des chantiers collectifs pour ouvrir une piste par-ci, monter un mur par-là, dégager les carcasses de voitures des gravats de boue. Et surtout, elle s'est investie dans un collectif d'habitants qui réfléchissent à l'avenir de leurs vallées. « C'est l'opportunité pour changer de modèle, reconstruire autrement, travailler à une alternative écologique et sociale », explique la jeune femme.

Circuits courts, réseaux de solidarité, tiers-lieux érigés sur des friches... une dynamique collective émerge. Une forte mobilisation, enfin, est en cours contre le doublement du tunnel routier du col de Tende, reliant la France à l'Italie. « Une autoroute pour les camions ! » fustige Anaïs. « Nous demandons que cet argent serve plutôt à financer le train », ajoute celle qui se décrit comme une « amoureuse de la vallée ». Elle fait partie de ces « néoruraux », comme disent les anciens, venus s'installer ici. Parfois par envie, plus souvent par contrainte, repoussés des villes côtières par les loyers exorbitants. Nouveaux retraités et jeunes ont contribué à revitaliser le haut pays, où des écoles ont pu rouvrir. Aujourd'hui, pour eux, vivre ici est plus qu'un choix, c'est un projet : celui de tout faire pour pouvoir y rester. Même après le déluge. ●

LATIFA MADANI

HAUT PAYS NIÇOIS

Après le déluge, ressusciter les vallées

Un mois après les violentes intempéries qui ont dévasté les Alpes-Maritimes, les habitants résistent pour sauver leurs villages, entre urgences et interrogations sur l'avenir.